

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 14 JUILLET 1925.

Projet de loi sur le Gouvernement du Ruanda-Urundi.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

La dissolution du 6 mars 1925 a rendu caduc le projet de loi sur le gouvernement du Ruanda-Urundi dont les Chambres avaient été saisies en vertu d'un arrêté royal du 12 février de la même année.

Nous avons l'honneur de soumettre à votre approbation le même projet, qui se justifie par les considérations de l'ancien exposé des motifs, reproduites ci-dessous.

..

A la suite de vos délibérations, la loi du 20 octobre 1924 a accepté le mandat confié à la Belgique sur le territoire africain du Ruanda-Urundi.

L'heure est, dès lors, venue de mettre fin au régime de l'occupation du temps de guerre, et d'arrêter pour ce pays la loi particulière qui, au vœu de l'article premier de la Constitution, doit régir les colonies, possessions d'outre-mer ou protectorats que la Belgique peut être appelée à administrer.

L'article 10 de l'Acte par lequel le Conseil de la Société des Nations a déterminé les conditions de l'exercice du mandat s'exprime en ces termes :

« La Puissance mandataire, aura pleins pouvoirs d'administration et de législation sur les contrées faisant l'objet du mandat. Ces contrées seront administrées selon la législation de la Puissance mandataire comme partie intégrante de son territoire et sous réserve des dispositions qui précèdent.

« La Puissance mandataire est, en conséquence, autorisée à appliquer aux régions soumises au mandat sa législation sous réserve des modifications exigées par les conditions locales, et à constituer ces territoires en unions ou fédérations douanières fiscales ou administratives avec les territoires avoisinants relevant de sa propre souveraineté ou placés sous son contrôle, à condition que les mesures adoptées à ces fins ne portent pas atteinte aux dispositions du présent mandat. »

Les mêmes dispositions se retrouvent dans les mandats attribués à la Grande-

Bretagne et à la France sur d'autres territoires de l'Afrique centrale, et ces Puissances les ont appliquées : la Grande-Bretagne, en unissant administrativement les parties du Cameroun et du Togo placées sous mandat britannique, respectivement à ses possessions et protectorats de la Nigérie et de la Côte d'Or (décrets en conseil du 26 juin et du 11 octobre 1923); la France, en rendant exécutoires dans les parties du Cameroun et du Togo placées sous mandat français, respectivement les lois et décrets promulgués en Afrique équatoriale française et ceux promulgués en Afrique occidentale française (décrets du 22 mai 1924). Il est, d'autre part, question de faire entrer les territoires, très vastes cependant, du Tanganyika, placés sous mandat britannique, dans une confédération, comprenant notamment les pays voisins du Kenya et de la Rhodésie, qui serait régie par une seule et même législation générale.

A son tour, Messieurs, le Gouvernement vous propose de réunir, sous la même loi et sous la même administration, le pays africain dont la tutelle a été déférée à la Belgique, et à la colonie du Congo belge. Il n'a pas manqué, avant de s'y décider, de prendre l'avis du Gouverneur général de la Colonie et celui du Commissaire royal des territoires sous mandat : l'un et l'autre se sont prononcés en faveur du régime de l'union.

La loi qui donnera son statut au Ruanda-Urundi ne peut entériner purement et simplement l'organisation du temps de guerre, d'après laquelle un commissaire royal, assisté de deux résidents et de quelques fonctionnaires, exerce la plénitude du pouvoir législatif et du pouvoir exécutif, et règle souverainement l'administration de la justice.

D'une part, cette organisation ne répond plus aux besoins nouveaux.

L'administration du Ruanda-Urundi, tant que le mandat n'était pas accepté, n'avait qu'à pourvoir à la gestion journalière des territoires. Elle l'a fait à la satisfaction générale, et le Gouvernement se plaît à rappeler comment elle a rétabli la paix dans le pays troublé par les hostilités, comment elle s'y est acquis la confiance des autorités indigènes, comment elle a étendu, parmi celles-ci, l'influence des idées d'ordre et de civilisation, comment, enfin, elle a sauvé la principale richesse des autochtones en détournant de leurs troupeaux le fléau de la peste bovine qui avait commencé à les décimer.

Mais la période d'attente est passée, et, de l'avis du commissaire royal, l'organisation rudimentaire créée au lendemain de l'occupation des territoires ne suffit plus à faire face aux nombreux devoirs qu'impliquent leur mise en valeur, leur développement et leur progrès, les études législatives et administratives à poursuivre, les affaires de tout ordre à instruire, à diriger et à contrôler.

D'autre part, le maintien du régime provisoire méconnaîtrait des principes que la loi belge a considérés comme essentiels dans l'administration du pays d'outre-mer placé sous sa souveraineté. Il ne se concevrait pas que, dans des territoires voisins de ce pays et qui n'en sont pas très différents, le Parlement renonçât, en faveur d'un délégué unique aux importantes garanties qu'il a jugées indispensables dans la colonie même, pour l'élaboration des lois, pour l'établissement du budget, pour le contrôle des dépenses, pour l'émission des emprunts, l'octroi des concessions et l'exécution des grands travaux, pour l'organisation de la justice, en un mot, pour l'accomplissement de toutes les grandes tâches du gouvernement.

Dès lors, le problème que la loi nouvelle est appelée à résoudre se présente en ces termes : Convient-il de donner au Ruanda-Urundi un statut spécial dont les dispositions seraient forcément la réplique des règles fondamentales de la Charte coloniale, ou ne vaut-il pas mieux le placer directement sous l'empire de celles-ci en réalisant l'union prévue et autorisée par le titre du mandat ?

La première solution entraînerait, sans profit appréciable, le dédoublement de tous les grands services centraux et des services techniques et médicaux établis au Congo; elle multiplierait les dépenses; elle obligerait l'administration du Ruanda-Urundi à se créer sa législation en des codes nombreux, code civil, code pénal, codes de procédure, code minier et bien d'autres, qui ne seraient vraisemblablement que la copie presque littérale de la législation en vigueur sur le territoire voisin.

La deuxième solution évite ces répétitions, ces charges et ces complications, et, grâce au régime très étendu de décentralisation dont bénéficient actuellement les provinces du Congo, elle y parvient en laissant une large autonomie à l'autorité du pays sous mandat.

Au surplus, pour écarter du Ruanda-Urundi des dispositions de la législation coloniale qui s'adaptent moins bien à ses contingences particulières, il suffit, comme le propose le projet de loi, d'y faire dépendre de la promulgation du haut fonctionnaire qui l'administre l'entrée en vigueur des décrets et des ordonnances-lois du gouverneur général. Pour les besoins spéciaux, il est possible d'élaborer des actes législatifs appropriés, comme ceux qui, au Congo, ont été publiés, à maintes reprises, dans la seule province du Katanga.

En faveur du dernier système, il est à remarquer que, actuellement déjà, sous la pression des premières nécessités, le Ruanda-Urundi a dû recruter ses fonctionnaires parmi ceux de la colonie, recourir à l'assistance de la force publique congolaise, user des services postaux et télégraphiques du Congo, entrer avec lui dans une union douanière, et, pour les besoins immédiats, faire à ses lois des emprunts importants.

Telles sont, Messieurs, les diverses considérations qui ont amené le Gouvernement à vous proposer d'unir aux territoires du Congo belge ceux du Ruanda-Urundi, en constituant ces derniers en un vice-gouvernement général, appelé à bénéficier de la législation, des institutions et des mesures administratives de la colonie, ainsi que des études et des travaux de tout ordre qui y sont poursuivis.

Une seule objection, si elle avait été fondée, aurait pu le faire hésiter.

Jusqu'à présent, l'autorité occupante a pratiqué dans le Ruanda-Urundi une politique d'administration indirecte; la direction des populations indigènes a été laissée à leurs chefs naturels, et c'est par l'intermédiaire de ceux-ci que les résidents belges remplissent une partie de leur mission, agissant sur eux par voie de recommandations et d'instructions. Ce régime, qui a donné de très bons résultats, ne serait-il pas compromis si, à la colonie, où il est moins strictement appliqué, la loi réunissait les territoires sous mandat ?

Les termes du décret congolais du 2 mai 1910, sur les chefferies et les sous-chefferies indigènes — qui serait éventuellement mis en vigueur avec les modifications jugées nécessaires — sont suffisamment larges pour que les hauts fonc-

tionnaires du Ruanda-Urundi n'aient pas à renoncer au système qu'ils ont, jusqu'à présent, si avantageusement suivi. Après que l'article 16 de ce décret a disposé que l'autorité européenne dirige et surveille les chefs indigènes dans l'accomplissement de leurs attributions, son article 17 arrête que ceux-ci « exercent leur autorité dans la mesure et de la manière fixées par la coutume indigène, en tant qu'elle n'est contraire ni à l'ordre public universel, ni aux dispositions législatives ou réglementaires qui ont pour but de substituer d'autres règles aux principes de la coutume indigène ».

Le régime actuellement suivi dans le Ruanda-Urundi n'est pas constitué sur d'autres fondements. Aussi le Gouverneur général a-t-il pu écrire :

« En ce qui concerne la politique indigène, je ne crois pas non plus que l'union projetée serait de nature à compromettre la politique d'administration indirecte suivie dans lesdits territoires : on peut, en effet, considérer qu'à la base de notre décret sur les chefferies existe le même principe et que d'une manière générale l'application de ses dispositions n'est pas de nature à modifier essentiellement le régime en vigueur dans ces territoires. »

Si les Chambres se rallient aux vues du gouvernement, il appartiendra au gouverneur général et aux hauts fonctionnaires du Ruanda-Urundi de veiller à ce que les articles 16 et 17 du décret du 2 mai 1910 soient appliqués dans les territoires sous mandat en conformité avec les traditions qu'une expérience de près de dix années y a déjà solidement établie.

La solution à laquelle le Gouvernement s'est rallié a permis de rédiger en quelques règles très brèves le projet de loi destiné à arrêter le statut du Ruanda-Urundi.

L'article 1^{er} réalise l'union de ce pays et du Congo belge en se servant des termes mêmes de l'acte de la Société des Nations qui autorise la mesure. Il rend applicables au Ruanda-Urundi les lois du Congo belge et, en le constituant en vice-gouvernement général, assure de plein droit au haut fonctionnaire qui sera chargé de l'administrer les pouvoirs attribués aux vice-gouverneurs généraux par l'article 22 de la Charte coloniale.

Les autres articles ont pour raison d'être soit des stipulations du mandat, soit des nécessités propres au territoire du Ruanda-Urundi.

L'article 2 conserve au territoire sous mandat sa personnalité juridique distincte ; il empêche ainsi que ses biens et ses finances ne se confondent avec ceux de la Colonie. La séparation des patrimoines est indispensable pour permettre à la Commission permanente des mandats et à la Société des Nations d'exercer leur contrôle sur la gestion de l'État mandataire. Pour la même raison, les recettes et les dépenses du Ruanda-Urundi doivent, dans les budgets et dans les comptes de la Colonie, faire l'objet de tableaux distincts. L'article, en le prescrivant, ajoute qu'entre ces tableaux et les autres tout virement sera interdit. A défaut de ce texte, l'article 12 de la loi coloniale, qui autorise le Roi et le gouverneur général à ordonner, entre les articles du budget, des transferts de crédits, donnerait le moyen, contrairement au système de la loi, de faire servir à l'un des deux territoires les ressources financières de l'autre.

Comme il a été exposé dans les considérations générales, l'article 3 permettra au haut fonctionnaire qui administre le Ruanda-Urundi de ne pas y accueillir les décrets et les ordonnances-lois de la Colonie qui conviendraient mal au territoire placé sous son autorité. Ce droit, cependant, ne lui appartiendra pas à l'égard des actes législatifs spécialement promulgués à l'usage du pays sous mandat, actes que le pouvoir supérieur n'aura évidemment signés qu'après un examen particulier des besoins auxquels ils sont directement destinés à pourvoir.

L'article 4 du projet s'explique par l'article 4 des stipulations du mandat, portant que la puissance mandataire ne devra organiser, dans le pays placé sous l'autorité de celle-ci, « aucune force militaire indigène, sauf pour assurer la police locale et la défense du territoire ».

La Charte coloniale, que le projet rend applicable au Ruanda-Urundi, consacre les dispositions de son chapitre II à déterminer les droits dont jouissent, sur le territoire de notre colonie, les Belges, les Congolais et les étrangers. Cette énumération ne comprenant pas les ressortissants du Ruanda-Urundi, l'article 5 y supplée en attribuant à ces derniers le statut juridique des Congolais, répartis comme on le sait, en deux classes, d'après qu'ils sont ou ne sont pas immatriculés.

La condition essentielle du droit qui a été reconnu à l'État belge de réunir le territoire du Ruanda-Urundi à sa possession coloniale avoisinante a été « que les mesures adoptées à ces fins ne portent pas atteinte aux dispositions du mandat ». Elle est formellement exprimée, et dans l'acte annexé à la loi du 20 octobre 1924, qui accepte le mandat, et dans le préambule des accords spéciaux conclus avec les États-Unis d'Amérique, approuvés par une loi de même date. L'article 6 du projet donne la garantie que jamais des prescriptions de notre loi coloniale n'entreront en vigueur dans le Ruanda-Urundi, en violation de cette condition ou des conventions dont les États-Unis se sont réservé le bénéfice.

Le projet de loi, pour harmoniser ses dispositions avec celle de la Charte coloniale, fait usage, dans la désignation de la nouvelle circonscription territoriale et du haut fonctionnaire chargé de l'administrer, des dénominations vice-gouvernement général et vice-gouverneur général, plutôt que des expressions province et gouverneur de province, qui sont étrangères à la loi sur le gouvernement du Congo belge.

Le Ministre des Affaires Étrangères,

EM. VANDERVELDE.

Le Ministre des Colonies,

HENRI CARTON.

(6)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 14 JULI 1925.

Wetsontwerp op het Beheer van Ruanda-Urundi.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

De ontbinding van 6 Maart 1925 had voor gevolg dat het krachtens een op 12 Februari j.l. gedagteekend Koninklijk besluit bij de Kamers ingediend wetsontwerp op het beheer van Ruanda-Urundi, zonder kracht werd.

Wij hebben de eer aan uwe goedkeuring hetzelfde ontwerp te onderwerpen, dat zijn verrechtvaardiging put in dezelfde hierna weergegeven overwegingen uit de oude memorie van toelichting.

* *

Ingevolge uwer beraadslagingen, heeft de wet van 20 October 1924 het aan België over het Afrikaansch Ruanda-Urundi gebied toevertrouwd mandaat aangenomen.

Het uur is dus gekomen een einde te stellen aan het regime der bezetting in oorlogstijd en voor dat land de bijzondere wet te vaardigen die, luidens den wensch van het eerste artikel der Grondwet, de koloniën, overzeesche bezettingen of protectoraten moet beheerschen, waarover België kan geroepen worden zijn beheer te voeren.

Artikel 10 der Akte waarbij de Raad van den Volkenbond de voorwaarden bepaalde voor de uitvoering van dit mandaat luidt als volgt :

« De lasthebbende Mogendheid zal volledig recht van bestuur en van wetgeving hebben op de streken die het voorwerp van het mandaat uitmaken ; deze gewesten zullen bestuurd worden volgens de wetgeving der lasthebbende Mogendheid als zijnde een wezenlijk deel van haar grondgebied en onder voorbehoud der voorafgaande beschikkingen,

» Dienvolgens is de lasthebbende Mogendheid er toe gemachtigd hare wetten op de aan het mandaat onderworpen gewesten toe te passen, onder voorbehoud der wijzigingen gevergd door de plaatselijke toestanden en deze grondgebieden in te richten als tol-, fiscale of bestuurlijke unies of verbonden met de naburige grondgebieden die aan hare souvereiniteit onderworpen of onder haar toezicht geplaatst zijn, op voorwaarde dat de te dien einde getroffen maatregelen geen afbreuk doen aan de beschikkingen van dit mandaat ».

Men vindt de zelfde schikkingen in de aan Groot-Brittanje en aan Frankrijk over de gebieden van Midden-Afrika toegekende mandaten, en deze Mogenheden hebben ze toegepast : Groot-Brittanje met onder administratief oogpunt, de onder Britsch mandaat geplaatste deelen van Cameroen en van Togo respectievelijk te vereenigen, met zijne bezittingen en protectoraten van Nigerië en de Goudkust (decreten bij beraadslagingen van 26 Juni en 11 October 1923); Frankrijk met in de onder Fransch mandaat staande deelen van Cameroen en van Togo respectievelijk uitvoerbaar te maken de in Fransch Evenaars-Afrika uitgevaardigde wetten en decreten en deze in Fransch West-Afrika uitgevaardigd (decreten van 22 Mei 1924). Er is overigens spraak de nochtans zeer uitgestrekte onder Britsch mandaat geplaatste Tanganika-gebieden in een verbond te toen treden dat namelijk de naburige landen Kenya en Rhodesia zou behelzen en dat door ééne en dezelfde wetgeving zou worden beheerscht.

Op hare beurt, Mijne Heeren, stelt de Reggering u voor, het Afrikaansch land waarvan de voorgdij aan België werd opgedragen, en de Kolonie, Belgisch-Congo, onder dezelfde wet en onder hetzelfde beheer te vereenigen. Zij heeft niet nagelaten, alvorens er toe te besluiten, het advies van den Algemeenen Gouverneur der Kolonie en dat van den koninklijken Commissaris der onder mandaat staande gebieden in te winnen; beiden deden uitspraak ten gunste van het regime der vereeniging.

De wet die aan Ruanda-Urundi zijnen standregel zal geven, mag er zich niet bij bepalen louter en eenvoudig de inrichting van den oorlogstijd te bekrachtigen, volgens de welke een koninklijk Commissaris bijgestaan door twee residenten en eenige ambtenaren, op volledige wijze de wetgevende en de uitvoerende macht voert en oppermachtig het gerechtsbeheer regelt.

Deze inrichting, eenerzijds, voldoet niet meer aan de nieuwe noodwendigheden.

Zoo lang het mandaat niet aanvaard was, had slechts het Beheer van Ruanda-Urundi in het dagelijksch beleid der grondgebieden te voorzien. Dit werd tot eenieders voldoening uitgevoerd en het Beheer vindt er genoeg in eraan te herinneren hoe het in dit door de vijandelijkheden verstoord land, den vrede herstelde, hoe het daar het vertrouwen der inlandsche overheden verwierf en onder hen den invloed van de begrippen over orde en beschaving verspreidde, hoe het, eindelijk den voornaamsten rijkdom der inboorlingen redde met den geesel der runderpest af te weren, die hunne kudden sterk begon te dunnen.

Het wachtstadium is echter voorbij, en de daags na de bezetting der grondgebieden tot stand gebrachte grondtrekken der organisatie voldoen niet meer, naar de meening van den koninklijken Commissaris, om het hoofd te bieden aan de talrijke taken welke het te waarde brengen, de ontwikkeling en de vooruitgang dezer gebieden, de door te zetten wetgevende en administratieve studies, de voor te bereiden, te besturen en te onderzoeken zaken van allen rang medebrengen.

Het behouden van het voorloopig stelsel zou, anderzijds, grondbeginselen verloocheenen welke de Belgische wet als onontbeerlijk beschouwde voor het beheer van het onder zijne souvereiniteit geplaatst overzeesch land. Het zou niet aan te nemen zijn dat het Parlement in met dit land naburige en niet zeer verschillende gebieden, ten voordeele van eenen enkelen afgevaardigde, de belangrijke waar-

borgen zou opgeven welke het in de Kolonie zelf als onontbeerlijk beschouwde tot het opstellen der wetten, tot het bewerken der begrooting, het nazien der uitgaven, het uitschrijven der leeningen, het verleenen der vergunningen, en de uitvoering der groote werken; tot het inrichten van het gerecht in een woord, tot het uitvoeren van al de belangrijke taken der Regeering.

Het vraagstuk dat de nieuwe wet dient op te lossen doet zich, derhalve, voor in deze bewoording. Moet Ruanda-Urundi met bijzondere standregelen worden begiftigd waarvan de schikkingen, onvermijdelijk, eene replek zouden zijn van de grondregelen der Koloniale Akte, of is het niet verkieslijker dit gebied rechtstreeks onder het beheer van deze regelen te stellen met de door den titel van het mandaat voorziene en gerechtigde unie te verwezenlijken?

De eerste oplossing zou, zonder merkelyk voordeel, de ontdubbeling van alle groote centrale diensten evenals van de in Congo gevestigde technische en medische diensten met zich brengen; zij zou de uitgaven vermeerderen; het beheer van Ruanda-Urundi zou genoodzaakt zijn hare wetgeving en talrijke wetboeken op te maken, zooals burgerlijk- en strafwetboek, wetboeken voor rechtspleging, mijnwetboek en menige andere welke, denkelyk, slechts een bijna woordelyk afschrift zouden zijn van de in het naburig gebied in voege zijnde wetgeving.

De tweede oplossing vermijdt deze herhalingen, deze lasten evenals deze verwickelingen en zij bereikt dit, dank zij het zeer ver reikend stelsel der decentralisatie, waarvan thans Congo's provincies genieten, bijaldien zij aan de overheid van het onder mandaat staande land eene uitgebreide zelfregeering toekent.

Het volstaat, overigens, zooals het wetsontwerp het voorstelt, om van Ruanda-Urundi schikkingen der koloniale wetgeving te verwijderen, welke zich min goed bij hare particuliere toestanden zouden aanpassen, het in voege treden der decreten en verordeningen-wetten van den Algemeenen Gouverneur ondergeschikt te verklaren aan de verkondiging door den hoogen ambtenaar die dit gebied beheert. Voor de bijzondere noodwendigheden kunnen aanpassende wetgevende akten worden opgemaakt, zooals deze welke, in Congo, meermalen voor de Katanga-provincie alleen werden uitgevaardigd.

Ten voordeele van dit laatste stelsel valt er op te merken dat, nu reeds, Ruanda-Urundi onder den dwang der eerste noodwendigheden zich verplicht zag zijne ambtenaren onder deze der Kolonie aan te werven, de medehulp der Congoleesche Landmacht in te roepen, Congo's posterijen en telegraafdiensten te benuttigen, met Congo in eene tolvereeniging te treden, en voor hare onmiddellijke behoeften, aan diens wetten belangrijke ontleeningen te doen.

Ziedaar, Mijne Heeren, de verscheidene overwegingen die de Regeering er toe hebben geleid U voor te stellen de Ruanda-Urundigebieden met deze van Belgisch-Congo te vereenigen, derwijze dat zij een onder-algemeen-beheer uitmaken dat geroepen is van de wetgeving, de instellingen en de administratieve maatregelen der Kolonie te genieten, alsmede van allerhande aldaar voort te zetten studiën en werken.

Eene enkele tegenwerping, ware zij gegrond geweest, zou de Regeering hebben kunnen doen aarzelen.

Tot hiertoe, heeft de bezettende overheid in Ruanda-Urundi een politiek van

onrechtstreeksch beheer gevoerd : het beleid der inlandsche bevolking werd aan hare natuurlijke hoofden overgelaten en het is door de bemiddeling dezer dat de Belgische residenten een gedeelte hunner opdracht uitvoeren, met ze bijwege van raadgevingen en voorschriften te beïnvloeden. Zou dat regime, waarbij zeer goede uitslagen verkregen werden, niet in gevaar worden gebracht zoo de wet de onder mandaat staande gebieden vereenigde met de Kolonie, alwaar het niet zoo stiptelijk wordt toegepast ?

De bewoordingen van het Congoleesch decreet van 2 Mei 1919 op de inlandsche hoofden en onderhoofden, dat gebeurlijk met de noodig geachte wijzigingen zou worden in voege gebracht, zijn breed genoeg opgevat opdat de hooge ambtenaren van Ruanda-Urundi niet genoodzaakt wezen van het stelsel af te zien dat zij tot hertoe met zooveel voordeel hebben gevolgd.

Nadat artikel 16 uit dat decreet verordend heeft dat de Europeesche macht over de inlandsche hoofden bij het vervullen hunner opdrachten, bestuur en toezicht voert, besluit artikel 17 dat zij « hun gezag uitoefenen in de maat en naar de wijze die vastgesteld zijn door het inlandsch gebruik, voor zoover zij niet tegenstrijdig zijn met de algemeen openbare orde noch met de wets- of reglementsbe-
palingen die voor doel hebben de principen van het inlandsch gebruik door andere regelingen te vervangen ».

Het thans in Ruanda-Urundi gevolgd stelsel berust op geen andere grondslagen. Ook vermocht de Algemeenen Gouverneur te schrijven :

« Wat de inlandsche politiek betreft, meen ik ook niet dat de ontworpen vereeniging van aard zou zijn de in bedoelde gebieden gevolgde politiek van onrechtstreeksch beheer in gevaar te brengen ; men kan inderdaad beschouwen dat aan den grondslag van ons decreet op de hoofden hetzelfde princip aanwezig is en dat, over 't algemeen, de toepassing zijner schikkingen niet van aard is het in deze gebieden in voege zijnde stelsel wezenlijk te wijzigen ».

Indien de Kamers zich aansluiten bij de zienswijze der Regeering, zal het de taak zijn van den Algemeenen Gouverneur en van de hooge ambtenaren van Ruanda-Urundi, er op te waken dat artikelen 16 en 17 uit het decreet van 20 Mei 1919 in de onder mandaat staande gebieden toegepast wezen in overeenstemming met de overleveringen welke eene tien jaar oude ondervinding er sterk hebben ingeplant.

De oplossing, waarbij de Regeering zich aansloot, heeft toegelaten in enkele zeer korte regelen het wetsontwerp op te maken dat bestemd is het statuut van Ruanda-Urundi vast te stellen.

« Het eerste artikel » verwezenlijkt de unie van dit land met Belgisch Congo, dewijl het zich van de bewoordingen zelf der akte van den Volkenbond bedient welke dezen maatregel toelaten. Het maakt de wetten van Belgisch Congo op Ruanda-Urundi toepasselijk en met dit gebied tot onderalgemeen beheer op te richten, verzekert het in volle recht aan den hoogen ambtenaar, die met het beheer zal worden belast, de bij artikel 22 uit de Koloniale Akte aan de onderalgemeen gouverneurs toegekende rechten.

De « andere artikels » hebben als redenen van bestaan hetzij bepalingen van het mandaat, hetzij noodwendigheden aan het gebied Ruanda-Urundi eigen.

« Artikel twee » behoudt aan het onder mandaat staande gebied diens afzon-

derlijke rechtspersoonlijkheid; het vermijdt aldus dat diens goederen en financiën met deze der Kolonie zouden worden vermengd. De scheiding der goederen is onontbeerlijk om aan de Bestendige Commissie der Mandaten en aan den Volkenbond toe te laten hun toezicht uit te oefenen over het beleid van den lasthebbenden Staat. De ontvangsten en uitgaven van Ruanda-Urundi moeten, om dezelfde reden, in de begrootingen en in de rekeningen der Kolonie, het voorwerp uitmaken van afzonderlijke tabellen. Het artikel, terwijl het dit voorschrijft, voegt daarbij dat tusschen deze tabellen en de andere alle overschrijving zal verboden zijn. Bij gebreke aan deze bewoording zou artikel 12 uit de Koloniale wet, welke den Koning evenals den Algemeenen Gouverneur machtigt tusschen de artikelen der begrooting credietoverdrachten te verordenen het middel verschaffen, in strijd met het stelsel der wet, de geldelijke inkomsten van één beider gebieden ten voordeele van het ander te laten gebruiken.

Zooals in de algemeene overwegingen werd uiteengezet, zal « artikel 3 » den hoogen ambtenaar die Ruanda-Urundi beheert, machtigen de decreten en verordeningen-wetten der Colonie niet te aanvaarden, welke tot het onder zijne macht geplaatst gebied slecht toepasselijk zouden zijn. Dit recht, evenwel, zal hem niet toebehooren ten aanzien der bijzonderlijk ten gebruike van het onder mandaat staande land uitgevaardigde wetgevende akten welke de hoogere macht, natuurlijkwijze, slechts zal ondertekend hebben na een bijzonder onderzoek der noodwendigheden in dewelke zij bestemd zijn rechtstreeks te voorzien.

« Artikel vier » van het ontwerp wordt verklaard door artikel vier uit de bepalingen van het mandaat, houdende dat de lasthebbende mogendheid in het onder zijne macht geplaatste land « geene inlandsche strijdkrachten zal moeten inrichten, tenzij om de plaatselijke politie en de verdediging van het grondgebied te verzekeren. »

De Koloniale Akte, door het ontwerp op Ruanda-Urundi toepasselijk gemaakt, huldigt de schikkingen van zijn Hoofdstuk II met de rechten te bepalen waarvan de Belgen, Congolanders en vreemden, op het grondgebied onzer Kolonie genieten. Daar deze vermelding de onderhoorigen uit Ruanda-Urundi niet bevat, vult « artikel 5 » dit aan met aan deze laatsten de gerechtelijke wet der Congolanders toe te kennen die zooals men weet in twee klassen zijn verdeeld, naar gelang zij ingeschreven zijn of niet.

De wezenlijke vereischte van het aan den Belgischen Staat toegekend recht het gebied Ruanda-Urundi met zijne naburige koloniale bezitting te vereenigen was « dat te dien einde aangenomen maatregelen de schikkingen van het mandaat niet benadeelen ». Zij is wezenlijk uitgedrukt zoowel in de akte behorende bij de wet van 20 October 1924 welke het mandaat aanvaardt, als in de inleiding der met de Vereenigde-Staten van Amerika gesloten en door eene wet op dezelfde dagteekening goedgekeurde bijzondere overeenkomsten.

« Artikel 6 » uit het ontwerp geeft den waarborg dat nooit bepalingen van onze koloniale wet in overtreding dezer vereischte of der overeenkomsten waarvan de Vereenigde-Staten zich het voordeel voorbehielden, in Ruanda-Urundi in werking zullen treden.

Om zijne schikkingen in overeenstemming te brengen met deze uit de Koloniale Akte, bezigt het wetsontwerp in de benaming van de nieuwe territoriale

omschrijving en van den met haar beleid belasten hoogen ambtenaar, de uitdrukkingen « onderalgemeen-gouverneur » en « eere-onderalgemeen-gouverneur » bij voorkeur met de benamingen « provincie en provincie-gouverneur » welke aan de wet op het Beheer van Belgisch-Congo vreemd zijn.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

E. VANDERVELDE.

De Minister van Koloniën,

HENRI CARTON.



CHAMBRE
des Représentants

KAMER
der Volksvertegenwoordigers

PROJET DE LOI
sur le Gouvernement du Ruanda-
Urundi.

WETSONTWERP
op het Beheer van Ruanda-
Urundi.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre
des Affaires Étrangères et de Notre
Ministre des Colonies,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Affaires Étran-
gères et Notre Ministre des Colonies
sont chargés de présenter en Notre
Nom, aux Chambres législatives, le
projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Le territoire du Ruanda-Urundi est
administrativement à la colonie du
Congo belge, dont il forme un vice-
gouvernement général. Il est soumis
aux lois du Congo belge, sous réserve
des dispositions qui suivent.

ART. 2.

Le Ruanda-Urundi a une personna-
lité juridique distincte : il a son patri-
moine propre. Ses recettes et ses dé-
penses sont inscrites à des tableaux

Albert,

KONING DER BELGEN,

*Aan allen, tegenwoordigen en toe-
komenden, Heil.*

Op voorstel van Onzen Minister van
Buitenlandsche Zaken en van Onzen
Minister van Koloniën,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Buitenlandsche
Zaken en Onze Minister van Koloniën
zijn gelast het wetsontwerp waarvan
de inhoud volgt in Onzen Naam aan
de Wetgevende Kamers te onder-
werpen.

EERSTE ARTIKEL.

Het Ruanda-Urundigebied is onder
administratief oogpunt met de Kolonie
Belgisch-Congo vereenigd, waarvan
het een onderalgemeen Gouvernement
uitmaakt en is aan de wetten van Bel-
gisch-Congo onderworpen onder voor-
behoud der schikkingen hierna.

ART. 2.

Ruanda-Urundi heeft eene onder-
scheidenlijke rechtspersoonlijkheid ;
het heeft zijn eigen erf. Zijne in-
komsten en uitgaven worden op bij-

spéciaux dans les budgets et les comptes de la colonie. Entre ces tableaux et les autres tout virement est interdit.

ART. 3.

Les décrets et les ordonnances législatives du gouverneur général, dont les dispositions ne sont pas spéciales au Ruanda-Urundi, ne s'appliquent à ce territoire qu'après y avoir été rendus exécutoires par une ordonnance du vice-gouverneur général qui l'administre.

ART. 4.

Le recrutement de la force publique est régi dans le Ruanda-Urundi par des règles particulières. Les indigènes de ce pays ne peuvent être incorporés que pour assurer la police locale et la défense de leur territoire.

ART. 5.

Les droits reconnus aux Congolais par les lois du Congo belge appartiennent, suivant les distinctions qu'elles établissent, aux ressortissants du Ruanda-Urundi.

ART. 6.

Ne s'appliquent pas au Ruanda-Urundi les dispositions des lois congolaises qui seraient contraires aux stipulations du mandat ou des accords approuvés par les lois du 20 octobre 1924.

zondere tabellen in de begrootingen en in de rekeningen der Kolonie ingeschreven. Tusschen deze tabellen en de andere is alle overschrijving verboden.

ART. 3.

De wetgevende decreten en verordeningen van den Algemeen Gouverneur, waarvan de schikkingen niet bijzonderlijk Ruanda-Urundi beoogen, zijn slechts op dit gebied toepasselijk na er uitvoerbaar te zijn gemaakt bij eene verordening van den Onderalgemeen Gouverneur die het beheert.

ART. 4.

De aanwerving der landmacht wordt in Ruanda-Urundi door particuliere regelen beheerscht. De inboorlingen van dat land kunnen alleen worden ingelijfd om de plaatselijke politie en de verdediging van hun gebied te verzekeren.

ART. 5.

De aan de Congoleezen door de wetten van Belgisch-Congo erkende rechten behooren, volgens de onderscheidingen welke zij bepalen, aan de onderhoorigen van Ruanda-Urundi toe.

ART. 6.

Zijn op Ruanda-Urundi niet toepasselijk : de schikkingen uit de Congoleesche wetten die tegenstrijdig zouden zijn met de bepalingen van het mandaat of van de bij de wetten van 20 October 1924, goedgekeurde overeenkomsten.

ART. 7.

Un arrêté royal déterminera la date à laquelle la présente loi entrera en vigueur.

Donné à Sankt Niklausen, le 9 juillet 1925.

ART. 7.

Een Koninklijk besluit zal den datum vaststellen waarop deze wet in werking zal treden.

Gegeven te Sankt Niklausen, den 9^e Juli 1925.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires Étrangères,

Van 's Konings wege :

De Ministervan Buitenlandsche Zaken,

ÉM. VANDERVELDE.

Le Ministre des Colonies,

De Minister van Koloniën,

HENRI CARTON.
